

DON LUIGI STURZO

12 12

L'Italie
et
le Fascisme

TRADUIT DE L'ITALIEN

PAR

MARCEL PRELOT

Professeur à la Faculté libre de Droit
et à l'École des Sciences sociales et politiques de Lille.



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

AVANT-PROPOS

En 1843, l'abbé Gioberti lançait de Bruxelles son volume : *Primat de l'Italie*, signal du premier *Risorgimento*. Aujourd'hui, c'est de Londres que Don Luigi Sturzo, exilé lui aussi, explique au public européen le sens de la crise italienne et convie ses concitoyens à un second *Risorgimento*.

L'ouvrage que nous présentons aux lecteurs français a déjà été publié en anglais et en allemand. Il a pris immédiatement, dans la vaste littérature consacrée au fascisme, la place que lui donnaient son importance propre et le nom de son auteur.

Don Sturzo a joué dans la vie publique italienne un rôle de tout premier plan, particulièrement durant la période critique qui va du début de 1919 à la marche sur Rome où, chef incontesté du parti qu'il avait appelé à la vie, il guida l'élan civique et interpréta les aspirations d'une nouvelle génération politique.

Et cependant, dans son éloquence ou sa personne, rien ne soulève l'enthousiasme extérieur. Petit, maigre, chétif, ce prêtre de cinquante-six ans est tout entier le serviteur d'une pensée. Tacticien consommé, ses actes traduisent une doctrine de l'État et du gouvernement profondément méditée, une croyance indéfectible en la fonction chrétienne régénératrice, sur le terrain et par des moyens politiques, du mouvement démocratique dont il fut et demeure l'âme et le cerveau.

Professeur de philosophie et de sociologie au grand séminaire (1898), maire de Caltagirone (1905), c'est par l'étude spéculative et la pratique administrative

qu'il s'est longuement préparé à son rôle national comme vice-président de l'*Association des Communes Italiennes* (1915), comme fondateur de l'*Œuvre nationale des Orphelins de guerre* (1916), enfin comme fondateur et comme secrétaire politique du parti populaire italien (1919).

Retiré en Angleterre depuis la fin de 1924, Don Luigi Sturzo a intitulé son dernier ouvrage paru en Italie *Pensiero antifascista* et rien, en effet, n'est plus éloigné de la doctrine démocrate populaire que la dictature réactionnaire et le panthéisme nationaliste de Mussolini. Mais, si Don Sturzo affirme cette antinomie des deux conceptions avec la plus absolue netteté, — et jusqu'à souffrir à cause d'elle dans sa personne et dans ses biens, — son invincible hostilité au régime actuel n'attend rien de la violence. Il réclame de son pays la conquête morale de la liberté, en même temps que la reconquête politique. De cette domination de soi, lui-même donne l'exemple dans les pages qui suivent, où la hauteur de la pensée atteint sans effort à la sérénité de l'histoire.

PREMIÈRE PARTIE

Les origines de la crise

CHAPITRE PREMIER

Les problèmes du *Risorgimento*

1. Les principes de liberté et de nationalité. — 2. Le libéralisme du *Risorgimento*. — 3. L'unité italienne et la Constitution. — 4. L'Eglise et l'Etat. — 5. La situation intérieure. — 6. La politique extérieure et coloniale.

1. — Le mouvement du *Risorgimento* se rattache étroitement à l'histoire européenne, surtout aux tendances politiques anglaises et françaises qui eurent sur lui une particulière influence. L'effort unitaire de l'Italie coïncide avec la poussée libérale d'après 1815. Jamais, sans celle-ci, il n'aurait trouvé l'ampleur que lui conférèrent deux formules nouvelles : le principe de nationalité et le principe de liberté.

Ces deux idéologies qui portèrent d'ardentes individualités à affronter pour elles l'exil et la mort et, qui agirent comme un ferment romantique sur les peuples soumis à un dur et soupçonneux régime de police, représentaient surtout des exigences nouvelles de la vie collective. Le conflit entre le principe de légitimité restauré à Vienne et les nécessités d'une évolution pour laquelle se sentait mûre la bourgeoisie, expression d'une nouvelle force sociale, devait naturellement aboutir, d'une part à la disparition des entraves économiques déjà distendues par les progrès de l'industrie et du commerce, d'autre part à la suppression des privilèges de caste et de classe qui se confondaient avec l'absolutisme lui-même. La liberté politique fut effet et cause de la liberté économique et réciproquement.

L'erreur des gouvernements absolus de cette époque résida dans leur incompréhension de cette étroite et indissoluble solidarité. L'abolition, sous l'influence de la Révolution Française des droits féodaux, des privilèges de corporations d'arts et métiers devait avoir comme conséquence fatale l'abolition de la main-morte, des majorats, des privilèges fiscaux, des barrières et douanes intérieures. Et cette transformation ruinait par là même les fondements économiques des prérogatives de caste et d'ordre, comme, d'un autre côté, le développement industriel, la rapidité accrue des transactions, les migrations ouvrières détruisaient les fondements de la servitude terrienne et des liens d'habitation. L'économie nouvelle exigeait une organisation juridique faite de liberté et d'égalité entre les individus. Par voie de conséquence naturelle, elle devait aboutir à une représentation égale et directe de tous les citoyens dans l'exercice des pouvoirs publics.

Les populations pressentaient inconsciemment la logique des événements. Les excès auxquels elles se livrèrent provinrent soit de la passion, soit d'une incomplète ou inexacte connaissance des situations, soit encore du besoin de vaincre des obstacles tantôt réels, tantôt imaginaires. En dépit de ces écarts, elles eurent toujours un sens profond des réalités et une compréhension pratique qui les avertirent de l'orientation de l'évolution sociale. Ainsi arriva-t-il que moins par l'action extérieure de quelques individus traités d'utopistes qu'à la suite d'une fermentation interne, l'Europe ressentit de 1815 à 1848 la nécessité d'une transformation des institutions politiques. C'est que de fait les éléments de sa structure économique se modifiaient en même temps que l'échelle des valeurs morales.

Mais, la puissance de ces ferments se trouva encore multipliée par l'effet du principe des nationalités sur

les peuples qui avaient perdu ou non encore reconquis leur unité et leur indépendance. Parmi ceux-ci, les Italiens étaient les plus disgraciés. Divisée en Etats nombreux, la Péninsule était matériellement et moralement sous le joug de l'Autriche. Elle gouvernait directement la Lombardie, les trois Vénéties, Fiume et le duché de Mantoue. Elle tenait garnison à Ferrare, Parme et Plaisance, Reggio et Modène. Outre les souverains de ces quatre dernières cités, ceux de Toscane et de Lucques étaient aussi des princes autrichiens. Le Piémont, gouverné par la Maison de Savoie, Naples et la Sicile, par celle des Bourbons n'échappaient pas davantage, sous des souverains absolus, à l'influence habsbourgeoise ; Rome enfin qui, avec Bologne, les Marches et la Romagne, constituait le domaine temporel des Papes, subissait également, depuis le congrès de Vienne, la même attraction. Pie IX, aux premières années de son Pontificat, essaya vainement de se soustraire à celle-ci.

L'indépendance nationale semblait pour les Italiens une formule à laquelle tous pouvaient se rallier. En principe, la question ne semblait pas impliquer une préférence de régime, mais, dans la réalité il en allait autrement. Le problème de l'indépendance était inséparable de celui de la liberté. Pour combattre l'Autriche qui dominait le pays, en vertu des traités, la seule arme possible contre le prétendu principe de légitimité était le principe de nationalité, dans son sens intégral, signifiant aussi auto-décision, auto-gouvernement, liberté économique et politique, destruction des institutions oppressives de l'absolutisme.

Dans de telles conditions, outre les difficultés générales inhérentes à tout mouvement de libération, l'Italie devait surmonter des obstacles particuliers. C'était d'abord l'exceptionnelle puissance de l'Autriche, impérialiste et victorieuse. Sa situation interne, à l'issue des guerres napoléoniennes, ne lui

permettait pas d'abandonner la Péninsule, grâce à laquelle elle étendait son influence sur le bassin méditerranéen et maintenait sa domination sur les peuples germaniques.

En second lieu, l'Italie devait se prononcer sur le statut pontifical. Depuis un millénaire, le Pape possédait Rome et divers territoires du Centre. Les Catholiques du monde entier et les gouvernements européens considéraient comme une nécessité politique, en même temps que religieuse, le maintien du pouvoir temporel. Certains, cependant, souhaitaient d'opportunes réformes dans l'administration de cet État.

Enfin, il fallait atténuer les différences très sensibles entre des régions et des États dont l'ensemble constituait un pays qui n'avait jamais été ni complètement uni en un seul royaume ni doté d'une conscience nationale.

Trois problèmes formidables attendaient donc le libéralisme du *Risorgimento*. Il devait les affronter et les vaincre au nom de l'indépendance, de la liberté et de l'unité.

2. — Par ce terme « libéralisme du *Risorgimento* » on entend les divers courants, qui, sous quelque forme que ce fut, tendirent à l'abolition du pouvoir absolu, à l'instauration du régime représentatif, à l'établissement de l'unité nationale. Ainsi nomma-t-on libéraux non seulement ceux qui justifiaient vraiment de ce titre, mais encore, les modérés, conservateurs au fond, les démocrates et les catholiques néo-guelfes. On considéra comme libéralisme tout mouvement réformateur même s'il recueillait l'adhésion d'hommes incertains et n'ayant de la liberté et de ses pratiques que d'assez vagues notions. Poursuivre l'indépendance nationale fut du libéralisme, du libéralisme aussi l'aimable réformisme éclairé. Mais, de fait, qu'il s'agisse du mouvement romantique et fédéraliste des

néo-guelfes (dont le père Ventura, Rosmini, Balbo, Gioberti furent les porte-drapeaux), du mouvement vraiment libéral de Cavour, du mouvement démocratique enfin tourné vers l'action directe et inspiré de Mazzini, toutes ces tendances, en dépit de contrastes profonds et de différences substantielles contribuèrent à préparer une véritable œuvre de révolution libérale qui brisant, les liens de castes, de traditions dynastiques et économiques, de particularisme régional, de droit ecclésiastique et de respect religieux, aurait pu tout aussi bien aboutir aux États fédérés d'Italie, sous la présidence du Pape ou du Roi qu'à la République.

Il n'y eut pas de pensée libérale présentant de caractère proprement italien. Les problèmes de l'unité et de l'indépendance dominèrent ceux de la liberté interne et les modérés qui, plus que tous autres, eurent la direction intellectuelle de la bourgeoisie, au demeurant très défiant à l'égard de la liberté politique, n'eurent du libéralisme économique qu'une confuse conscience. C'étaient, au fond, des conservateurs jouant aux révolutionnaires. La caractéristique du libéralisme du *Risorgimento* ne réside point dans les théories de ces penseurs qui ne prirent jamais position originale au sein du mouvement européen, mais dans ce fait qu'il exprima l'ensemble des aspirations effectives d'une élite, qui pouvait se dire la classe dirigeante d'alors.

On comprend ainsi comment la plus grave difficulté fut de transporter sur un plan unique ces diverses forces en mouvement et de les faire converger selon un programme réaliste. L'opposition fut particulièrement sérieuse entre ceux qui croyaient à l'efficacité des sociétés secrètes ou des mouvements populaires et ceux qui, au contraire, s'en remettaient à la force morale des idées et à l'influence des réformes. Toutefois, de 1815 à 1846, les uns et les autres firent l'expé-

rience du peu de succès pratique de leurs tactiques respectives, impuissantes à créer un état d'esprit généralement favorable au libéralisme ou à conquérir la confiance populaire.

D'un autre côté, les milieux réactionnaires et absolutistes, considérés comme austrophiles, perdaient du terrain et s'appuyaient d'autant plus lourdement sur l'Autriche, à cause de sa force politique et militaire, et sur l'Eglise, en considération de sa force morale, dans la conviction que trône et autel devaient réciproquement s'épauler. Le lien entre la Papauté, les Etats italiens et l'Autriche était une conséquence du traité de Vienne. Il y avait là une situation politique et diplomatique fondamentale qu'il n'était pas facile de modifier. Le *statu quo* se trouvait encore plus solidement et plus étroitement maintenu par le souvenir des révolutions, occupations et campagnes françaises qui avaient laissé une impression de trouble, douloureuse et profonde. Les masses rurales et bon nombre de petits artisans et boutiquiers avaient besoin de paix et de repos pour se remettre des conséquences néfastes de tant d'années de guerre. Les idées nouvelles ne faisaient pas sentir sur eux leur influence. Quant au clergé, au clergé rural surtout, à l'écart de tout mouvement novateur et consacré à son ministère, il témoignait plus encore peut-être, de cette même soif de tranquillité à laquelle aspiraient les populations laborieuses. Tout naturellement, les uns et les autres s'imaginaient que l'absolu respect de l'ordre établi, soutenu fidèlement par eux, maintiendrait le calme. Ils représentaient les forces de conservation et d'immobilité, utiles même au développement graduel du progrès social, mais qui peuvent aussi réussir à l'entraver et devenir un obstacle à tout grand mouvement politique. En fait, cette large zone de conservatisme ne constitua point un obstacle pour le mouvement libéral d'origine urbaine. Les

masses demeurèrent inertes, déifiantes, et, de-ci de-là, hostiles, mais sans grande conviction. Préjugés et sentiments fermentèrent inconsciemment et au hasard dans l'âme populaire. Et cela dura jusqu'à ce que la ville n'eût plus rien à conquérir sur la campagne et que le courant libéral eût pénétré les couvents, les séminaires et les petits centres intellectuels de province. Alors commença à prendre de l'ampleur la conception d'une Italie considérée comme entité politique et à pénétrer vaguement dans le peuple quelques-unes des aspirations libérales. Deux événements furent la cause de ce progrès : la mise en lumière de l'idée de nationalité par l'abbé Gioberti dans son fameux livre « Primat de l'Italie », et, d'autre part, l'avènement au trône pontifical de Pie IX, qui commença son gouvernement en amnistiant les délits politiques et en prononçant la phrase fameuse : « Que Dieu bénisse l'Italie ». La vague d'enthousiasme qui déferla sur toute la péninsule indiquait un état d'esprit nouveau qui trouvait l'occasion de se manifester. La maturation des idées nouvelles se confondait avec les sentiments les plus disparates, mais, cependant se généralisait dans les populations la conviction que, d'une manière ou de l'autre, l'idéal national était réalisable. Les événements de 1848 — constitutions libérales accordées par les princes des différents Etats, Rome y compris ; première guerre d'indépendance déclarée par le Piémont, suivie, sous la pression populaire par les gouvernements de Florence, Rome, Naples et Palerme — furent les conséquences d'une explosion sentimentale, romantique et populaire de caractère tout à fait italien. Vraiment, ces événements ne peuvent être considérés comme la répercussion de ceux de Paris et de Vienne, ainsi que cela avait été le cas en Italie, à l'époque de la Révolution Française. Ils furent le fruit de mouvements originaux encadrés cependant dans l'ensemble de l'agitation européenne

et de la poussée libérale. Il s'ensuivit une vraie catastrophe. La guerre contre l'Autriche qui n'était point suffisamment préparée, tourna au désastre. Les autres gouvernements, alliés d'une manière si inattendue, au Piémont demeurèrent indécis, défiants et finalement se retirèrent de la lutte. Les volontaires n'avaient pour eux que leur bravoure et leur abnégation. Les Parlements furent vite dominés par les démagogues et par l'agitation de la place publique. Les libéraux modérés, vrais auteurs de la révolution, prirent peur devant les revendications sociales de la multitude et jugèrent nécessaires le retour de l'ancien régime au nom de l'ordre et de la propriété. La suprême résistance des Républiques de Venise et de Rome montra les limites de l'effort dont étaient capables les deux types politiques issus de la révolution : le libéralisme modéré à Venise, la démocratie plébéienne à Rome. L'une et l'autre tombèrent sous les coups des armées autrichiennes et françaises.

Au milieu du découragement général et de la défiance populaire succédant à la phase romantique de 1848, face à l'Autriche et aux gouvernements réactionnaires, deux forces subsistaient seules : La monarchie de Savoie attachée à la Constitution se préparant pour « la conquête royale », et les libéraux fugitifs de partout dont l'abnégation sut maintenir le culte des aspirations italiennes. Le libéralisme du nouvel Etat unitaire trouve ses origines dans la catastrophe de 1848.

3. — Le Congrès de Vienne en 1815 avait voulu ne laisser debout sur le continent aucun vrai régime constitutionnel. Le Parlement anglais était alors trop insulaire, trop traditionnel et trop aristocratique pour inspirer quelque crainte. Le *Reform Bill* n'était pas encore devenu le centre des aspirations européennes. La France possédait une Chambre, aux fonctions importantes, mais que dominaient les éléments

réactionnaires. Quant au Parlement sicilien reconstitué en 1812, il ne fut plus convoqué à nouveau sans jamais d'ailleurs avoir été supprimé. Avec la réunion des Deux-Siciles en un royaume unique, sous les Bourbons, on pouvait être assuré que ce ne serait point de la Grande Ile que partirait le signal du réveil des idées révolutionnaires.

Ainsi, après la chute des Constitutions de 1848 dans tous les Etats Italiens, à la suggestion ou sous l'influence de l'Autriche, le Statut piémontais demeurait seul debout. Malgré la défaite de Novare et l'abdication de Charles-Albert, malgré les flatteries et les menaces alternées du vainqueur, malgré les conseils des autres puissances au nouveau souverain pour lui faire abandonner la cause libérale et supprimer la Charte, Victor-Emmanuel déclara que la Maison de Savoie ne faillirait pas à sa parole. Il accepta les dures conditions de l'armistice, mais il ne voulut pas renoncer au drapeau tricolore, symbole de l'Italie nouvelle.

Lorsque la France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 entra également dans la voie de la réaction et que l'Europe continentale presque tout entière fut revenue au régime autoritaire, le Piémont demeura cependant attaché à sa Constitution. Le gouvernement d'un homme de génie, Camille Benzo de Cavour allait tirer de cette conjonction de l'idée libérale et de la tradition monarchique toutes ses conséquences et les étendre à l'Italie entière.

Durant la période qui va de 1849 à 1861, l'idée nationale se confond avec l'idée unitaire. Le principe fédéraliste qui précédemment avait compté des représentants influents et rallié autour de lui des forces notables est complètement abandonné. L'hostilité au pouvoir temporel s'est accrue depuis que Pie IX, ramené à Rome par les armées françaises et autrichiennes, fut étroitement lié à l'absolutisme et eut témoigné de

son hostilité à toute réforme constitutionnelle. Les Siciliens aussi qui avaient rêvé d'une propre autonomie politique adhérèrent en majorité à la conception d'un unique royaume. De même, les Vénitiens, qui avec Manin et la République de 48, avaient racheté la reddition ignominieuse de 1797, reconnurent que le salut et l'avenir de l'Italie dépendaient d'une véritable unité. Et, tandis qu'avant 1848, les diverses régions d'Italie regardaient le Piémont avec soupçon ou défiance, durant les années suivantes, à la suite des désillusions et des défaillances générales le petit nombre de ceux qui croyaient encore aux destins du pays mirent leur confiance dans le Piémont et dans la force constitutionnelle et libérale qu'il représentait.

On a coutume de dire que l'Italie unie fut le fruit d'un hasard heureux. De 1859 à 1870 se seraient succédés onze années d'événements européens dont le Piémont aurait su toujours profiter. Ce seraient les circonstances et non la conscience nationale du peuple qui auraient fait l'Italie nouvelle. Assurément, il n'y a point de grand changement politique où l'imprévu et le hasard n'aient leur place. La victoire de Marengo ou la défaite de Waterloo ne résultent pas seulement du courage des soldats, du talent des chefs ou des conjonctures politiques ; il fallait encore des accidents naturels ou des situations psychologiques pour les faire naître ou les rendre fatales. Les circonstances demeurent sans effet politique si manquent les éléments et les facteurs qui préparent de telles conséquences. Napoléon III joua le rôle principal dans la guerre de 1859 contre l'Autriche, mais, il n'en aurait pu être ainsi sans Cavour et sans un Piémont constitutionnel. Il était difficile de réunir Rome à l'Italie, mais l'occasion survenue en 1870 (par suite du retrait des troupes françaises, rappelées par la guerre franco-prussienne), aurait été perdue si le nouveau royaume n'avait, par sa politique, préparé de loin l'ambiance

favorable à la chute du pouvoir temporel. On ne saurait nier la part de la chance dans la création de l'Etat unitaire ; mais on doit reconnaître que celui-ci a pu seulement se former parce que le courant libéral et constitutionnel avait préparé les conditions nécessaires à l'utilisation de la fortune. Il avait éveillé l'énergie d'hommes modestes, suscité de grandes figures politiques comme Mazzini et Cavour, soulevé l'enthousiasme populaire aux noms de Gioberti, de Pie IX et de Garibaldi.

Dans le recul de l'histoire, ces noms se rapprochent qui naguère représentaient une opposition d'idée non seulement politique et tactique mais encore philosophique et religieuse, parce que les uns et les autres contribuèrent à orienter l'opinion vers la formation du nouvel Etat. Cependant, l'élément actif, le facteur décisif de coordination de toutes ces forces antinomiques fut le comte de Cavour. Avec Victor-Emmanuel II, il sut mener à bien la conquête de l'Italie par le Piémont, de telle manière que l'unification italienne put historiquement et politiquement s'appeler la « piémontisation » de l'Italie. On lui donna aussi le nom de « conquête royale » pour marquer le rôle de la monarchie de Savoie qui utilisa les divers mouvements révolutionnaires pour étendre sa puissance en s'appuyant sur les milieux conservateurs et en évitant par des compromis les positions accentuées.

De fait, l'unité fut acquise bien trop rapidement par un peuple sans homogénéité et séculairement divisé. La liberté exilée dans le petit Piémont, fut donnée aux classes populaires plus que conquise par elles. La nationalité considérée par une élite comme principe d'autodécision et d'autogouvernement ne fut pas comprise de la même manière par la conscience collective. L'Italie devait se replier sur elle-même, vaincre les difficultés inhérentes à un grand Etat unitaire de

formation récente et d'infrastructure disparate, donner enfin un esprit national à tout un peuple : qui n'avait connu jusqu'alors que les brèves illusions de libres gouvernements locaux. Comme le dit justement Massimo d'Azeglio : « Nous avons fait l'Italie, formons maintenant les Italiens. »

Le processus même de la conquête unitaire multipliait les difficultés. Vingt-deux millions d'habitants devaient pour la première fois vivre ensemble, l'ambiance extérieure s'avérait hostile ou défiante, les pouvoirs publics étaient en lutte ouverte avec le Saint-Siège. Toute une partie de la population, légitimistes et catholiques d'un côté, républicains de l'autre, n'acceptait pas le nouvel ordre de choses que beaucoup croyaient précaire et destiné à disparaître à bref délai au milieu des catastrophes et des ruines. Le souvenir demeurait encore vivace des Etats napoléoniens qu'on avait vu se faire et se défaire si rapidement. Quoique le cours des événements n'incita pas aux pronostics pessimistes ou alarmants, une telle défiance ne pouvait se dissiper qu'à la longue, par le renforcement de l'autorité et de la cohésion, nationales, par la solution des principales questions.

Pour une telle tâche, il ne pouvait suffire de la petite classe dirigeante piémontaise qui avait joué dans les derniers événements un si grand rôle. Pas davantage, on ne pouvait s'en remettre aux débris de deux générations de libéraux, ayant sans doute fait la preuve de leur courage dans la captivité, l'exil ou la guerre mais non préparés à embrasser d'un coup d'œil toute l'Italie et les complexes problèmes du nouvel Etat. Il n'y avait pas non plus alors de véritable classe bourgeoise qui eût réuni dans ses mains toutes les commandes de l'activité économique et représenté les tendances politiques nouvelles. L'industrie était encore dans les langes ; le commerce demeurait local ; les chemins de fer, sauf en Piémont et en Lombardie,

s'ébauchaient à peine ; l'agriculture et l'artisanat ne disposaient que de moyens primitifs et se limitaient aux besoins régionaux. La vie politique n'agitait que les cités, où elle était le fait d'hommes venus en général des professions libérales. Ils alliaient étrangement la rhétorique à la culture juridique, le sentimentalisme à la pensée, l'improvisation à l'intelligence, l'arrivisme et la démagogie à la valeur personnelle et à la force morale. Partout s'affirmait avec évidence l'absence de maturité pour conduire une politique égale aux situations qu'elle avait à aborder. En dépit de ces défaillances, il faut toutefois convenir que la vieille formation humaniste, la tradition juridique, et la culture politique ou économique d'importation anglaise ou française suppléèrent dans une large mesure à l'impréparation générale et à de notables déficiences. De fait, ce fut encore une élite intellectuelle, modérée et libérale, qui assuma le fardeau de créer l'Etat italien après avoir improvisé la Nation italienne.

La situation internationale constituait aussi un point faible de la nouvelle Italie. Celle-ci était entrée dans l'équilibre européen comme par surprise. La légendaire expédition des Mille, conduite par Garibaldi, l'écartait de la politique napoléonienne, après avoir obligé l'Autriche à la cession de la Lombardie. De là, l'annexion de la Vénétie et la prise de Rome malgré la France et l'Autriche.

L'Italie affirmait encore sa personnalité propre par sa position constitutionnelle anticipant sur celle de l'Europe. La France alors était en guerre avec la Prusse et traversait les convulsions de la Commune. L'Allemagne se constituait en Empire avec régime représentatif mais non parlementaire. L'Espagne fédéraliste était divisée entre familles, prétendants et junte militaires. L'Autriche subissait à contre-cœur un parlementarisme bâtard. Seules la Belgique, la Hollande et la Suisse avaient accepté vraiment les

pratiques de liberté qui, à travers diverses vicissitudes, devaient, entre 1870 et 1914, sauf en Russie et en Turquie, effacer les derniers restes des gouvernements absolus.

Vis-à-vis de cette orientation nouvelle, l'Angleterre de 1832 joua un rôle moral et politique important. La pensée de ses publicistes, l'attitude de ses hommes d'Etat, l'influence de l'Ecole manchestérienne, l'avènement de la grande industrie, le développement du commerce maritime manifestèrent le triomphe des idées libérales sur l'absolutisme, des institutions démocratiques sur les traditions féodales et les régimes de police. Ce mouvement d'idée et d'intérêt propageait une conception politique plus réaliste et moins démagogique, donnait l'exemple d'une action publique plus sévère et moins tumultueuse. Elle créait aussi l'ambiance diplomatique nécessaire à l'acceptation de la nouvelle Italie qui réussit à vaincre l'opposition formidable des partis légitimistes, des courants réactionnaires et de la jalousie internationale.

4. — L'une des difficultés les plus graves de l'œuvre d'unification résidait dans le conflit entre le nouvel Etat et le Saint-Siège. Deux problèmes s'y enchevêtraient, l'un de caractère général, presque identique pour tous les pays, l'autre particulier à l'Italie.

Le premier tenait à l'opposition théorique et pratique des principes libéraux avec les postulats religieux du catholicisme ; la liberté de la parole, de la presse, du culte supposaient l'indifférence de l'Etat vis-à-vis d'affirmations publiques contraires aux institutions religieuses et à la fin catholique.

En outre, ces mêmes théories affirmant la supériorité juridique de l'Etat sur l'Eglise, développaient jusqu'à ses ultimes conséquences la tradition des légistes concernant la hiérarchie ecclésiastique, les congrégations, le mariage, les œuvres pies, les écoles paroiss-

siales, les bénéfices. Elles menaçaient ainsi tout l'ensemble du régime du culte, alors en vigueur avec prérogatives royales et intervention des autorités politiques.

Ce n'était point là une situation nouvelle en Europe mais seulement un aspect du mouvement de réforme des rapports entre les deux pouvoirs tendant à leur séparation et aboutissant de fait à la suprématie de l'Etat sur l'Eglise. En France, par le Concordat de 1801, Napoléon avait mis fin à la lutte antireligieuse de la grande Révolution. Au cours du XIX^e siècle, celle-ci avait repris, tantôt violente, tantôt sourde, pour atteindre enfin son point le plus aigu au début du XX^e siècle avec les lois sur les associations et de Séparation.

L'Italie du *Risorgimento* voyait se fermer devant elle les possibilités ouvertes aux divers Etats, même à ceux où les catholiques ne sont pas en majorité : représentation diplomatique auprès du Saint-Siège et régime concordataire. C'est qu'en effet, se joignant aux problèmes habituels des rapports entre l'Eglise et l'Etat, le fait même de l'unification nationale amenait entre la Papauté et le Royaume d'Italie une rivalité pour le pouvoir temporel. Le Parlement italien ayant proclamé dès 1861 « Rome capitale », avait orienté astucieusement vers ce but toute sa politique, tandis que les républicains, les garibaldiens et les autres partis de gauche s'efforçaient de brusquer la solution de la question romaine par des mouvements populaires et des expéditions armées. Les troupes italiennes s'étaient emparées de Rome le 20 septembre 1870 et le plébiscite du 11 octobre avait donné à l'union de Rome et de l'Italie la sanction populaire. En 1871, la capitale du nouveau royaume était transférée au centre de la Catholicité, après que « la loi des garanties » eut fixé le statut du Saint-Siège à l'égard de l'Etat italien.